



Sous un ciel gris et terne, Lille semble engourdie en cet après-midi d'octobre. Contrairement à certaines villes universitaires, on n'y sent pas, dès le premier abord la présence étudiante. C'est que les uns (les scientifiques) sont à 8 km de la ville, au campus d'Annapes. Les autres, les médecins, les juristes, les littéraires (pour la plupart) sont à Lille même. Près du centre, la faculté de droit et des sciences économiques est une basse bâtisse en briques rouges; à côté de la fac, une maison d'étudiants avec un restaurant et les bureaux syndicaux de l'A.G.E.L. Là, les camarades de l'U.N.E.F. feront, pour le « Nouveau Clarte », le point de la rentrée.

# LE VENT DU NORD

Jean-Claude Gerber, le V.P. universitaire, brosse un tableau de la situation à Lille. « Il y aura 3.500 étudiants supplémentaires en Fac. Au total, cela fera une trentaine de mille d'étudiants. Le grand bond a eu lieu en Sciences, avec des effectifs quasiment doublés grâce à l'installation des Sciences à Annapes et la création de trois I.U.T.

**« LE NOUVEAU CLARTE ».** — Il s'agit là, d'ailleurs, d'un cas bien particulier. D'une manière générale, dans les autres académies, il y a une régression dramatique du nombre d'étudiants scientifiques, alors que l'intérêt national bien compris exige au contraire la formation de nombreux scientifiques pour répondre aux besoins du pays.

**JEAN-CLAUDE GERBER.** — « Oui. Lille est, pour plusieurs cas, en situation particulière. On peut dire aussi que, contrairement à ce qui se passe dans de nombreux endroits, pour le moment, les problèmes des locaux ne se posent pas dans des termes dramatiques. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de problème. Par exemple, les anciens locaux provisoires des Sciences ont été repris par les littéraires qui sont éparpillés ainsi entre Lille et Annapes, ce qui pose des problèmes de

coordination des cours quelquefois insurmontables.

Ainsi, les dates de rentrée ont été repoussées en Sciences du 6 au 10 novembre, et en C.P.E.M. du 10 octobre au 16, puis au 27 octobre. La rentrée ne peut s'effectuer normalement, par manque de professeurs. Faute de crédits, 19 % seulement des besoins seront couverts. Pour l'académie, les demandes ont été faites pour 93 professeurs et maîtres de conférence (19 seulement acceptées), 300 maîtres-assistants et assistants (70 acceptées), 180 pour le personnel technique (21 acceptées). En Sciences, surtout du fait de l'application de la réforme, c'est un problème énorme. Les programmes de T.P. ne pourront être tenus pour le second cycle. Les exercices et interrogations, qui sont prévus par groupes de 30 élèves, se feront par amphis. En sociologie, il n'y aura qu'une seule assistante. L'an dernier, déjà, des étudiants s'étaient précipités sur les gros certificats (en raison des problèmes d'équivalence posés par la réforme) ; la Fac avait dû doubler les T.P. et inviter les redoublants à ne pas y venir. A ce propos, d'ailleurs, le problème des équivalences est au cœur des inquiétudes des étudiants : on ignore ce que deviendra le C.A.P.E.S., les liens entre la licence et la maîtrise, les débouchés des nouvelles maîtrises, etc.

Un autre problème est celui de l'efficacité des études : 80 % d'échecs sur les deux sessions de physique et chimie, cette année.

### MOINS DE BOURSES

C'est maintenant le V.P. social Gilles Barbanson qui apporte quelques précisions. Il parle de l'orientation autoritaire des Ipésiens vers la licence, puis aborde les conditions de vie des étudiants à Lille : « Le budget des bourses, qui était l'année dernière de 13 millions et demi d'anciens francs, passe à un peu plus de 15 millions. Mais l'augmentation sert en fait à couvrir les charges d'instituts privés de techniciens (I.D.N.-H.E.I.-I.S.E.N.), désormais intégrés dans le même budget. Il y aura donc diminution relative du nombre des bourses par rapport au nombre d'étudiants (1). L'administration peut se targuer d'une augmentation de 3,7 % sur le taux des bourses. Mais, en tenant compte de l'augmentation du coût de la vie, il y a, au contraire, régression. Il y a donc une aggravation importante des conditions de vie des boursiers (l'échelon exceptionnel qui était une conquête des étudiants lillois est, de plus, supprimé).

### LES ETUDIANTS SALARIES

Pour les étudiants salariés aussi, les barrages vont être difficiles à franchir. Dans l'ancienne propé, déjà, 95 % des pions échouaient à l'examen. Avec le nouveau régime, la situation a plutôt

empiré. L'obligation d'assister aux cours et la sélection par l'échec a déjà contribué à éliminer dès le premier cycle de nombreux étudiants salariés. Ce qui est significatif, c'est qu'à Lille, on a prévu la possibilité de s'inscrire pour les fameuses « demi-années » qui sont censées aider les étudiants salariés à faire malgré tout leurs études (en 8, 10 ou 12 ans). Mais cela n'a été appliqué que dans le premier cycle. On a sans doute pensé que le problème des étudiants salariés ne se posait plus, dans le second cycle (ceux-ci ayant été éliminés avant). Ce qui est aussi à noter, c'est que peu d'étudiants salariés ont voulu profiter de ces dispositions : ils préfèrent tenter leur chance mais ne pas rester étudiants jusqu'à trente ans. »

Un autre camarade intervient à ce moment dans la discussion : « Il me semble qu'on ne peut présenter un tableau complet des conditions de vie et d'études des étudiants lillois en cette rentrée 1967 sans dire un mot du problème du logement. Il y a désormais une véritable saturation du logement en ville. Les prix suivent l'offre et la demande. En moyenne, ils sont de 150 francs par mois mais monteront à chaque nouvelle rentrée si rien n'est fait sur les cités. De nombreux étudiants ne trouvent des chambres que très loin des Fac (avec tous les problèmes de transport que cela pose). Dans les cités universitaires, les demandes refusées ont été particulièrement nombreuses cette an-

née ; c'est qu'on est en retard de 1.000 chambres sur les prévisions officielles du C.N.O. Actuellement, il y a 4.545 lits pour les trois villages d'Annapes plus quelques centaines de chambres en ville. C'est notoirement insuffisant. Notamment pour les ménages étudiants, dont 4 % seulement sont logés en cités. »

En abordant ces questions, la discussion s'anime. On sent que le débat passionne et il devient difficile de prendre des notes. L'année dernière, une grande bataille a été engagée par le comité des résidents avec le soutien de l'A.G.E.L. La campagne a porté sur l'exigence de constructions nouvelles, pour un véritable équipement culturel et sportif, pour les libertés démocratiques et individuelles. Des succès importants ont été remportés par la lutte des étudiants. Entre parenthèses, cette longue tradition de lutte par l'A.G.E.L. explique la place un peu privilégiée de Lille dans le domaine de l'équipement sportif, par exemple. Loin de s'opposer à l'action contre les réformes du pouvoir et pour une réforme démocratique de l'enseignement de telles luttes en créent les meilleures conditions.

### LA RENTREE DE L'U.N.E.F.

Nous abordons ensuite les problèmes de la rentrée syndicale avec Bernard Delmas, qui fut membre du bureau national de l'U.N.E.F. et qui est maintenant président de l'A.G.E.L. Je lui confie ma première remarque. Dès qu'on approche d'une Fac, l'U.N.E.F. est présente : sur

les murs avec des affichettes appelant à l'adhésion syndicale, dans les halls des Facs avec la tenue des permanences d'accueil. Pour un étudiant parisien, c'est malheureusement devenu une chose tellement rare qu'on ne peut s'empêcher de noter cette présence syndicale.

## LE

« C'est exact. Notre première tâche est d'être présent à l'Université et d'accueillir les nombreux bizuths. Nous leur expliquons pourquoi l'U.N.E.F. existe et quelle est son action.

Nous partons des préoccupations réelles des étudiants : leurs conditions de vie, leurs conditions d'études et nous leur montrons qu'il est possible de faire reculer le pouvoir et obtenir des premiers succès.

Notre première tâche est, comme tu l'as dit tout à l'heure, d'être présents et de montrer aux étudiants la nécessité de se regrouper. Tu as parlé des comités d'accueil. Tu aurais pu parler du porte à porte qui est fait dans les cités, ou de la tournée des lycées, en juin. »

### SUCCES DES S.P.U.

« Nous avons organisé aussi des sessions pré-universitaires qui ont eu une grande audience : 300 bizuths en Lettres, 500 en Sciences, 150 en C.P.E.M. En Lettres, nous

avons passé la bande magnétique du débat de « France-Inter » : « Zamansky-Vedel ». Nous avons publié aussi quatre « AG-Informations ». Une « Lille-U. » est en train de se faire. Nous avons établi pour les luttes de la rentrée une plate-forme en quatre points qui doit nous permettre d'organiser dans les quatre domaines (séparés pour les besoins de l'exposé) : conditions d'études (poursuite de la ségrégation sociale, orientation autoritaire et barrages, encadrement, équivalences, etc.); conditions de vie (bourses, logements, étudiants salariés); droit à la santé (la MNEF, actuellement tenue par les majos, et les atteintes contre la Sécurité sociale); les problèmes internationaux (la paix au Vietnam).

Nous avons fait la preuve au troisième trimestre (2), alors que nous venions juste d'arriver à la direction, qu'un bureau syndical qui défend réellement les intérêts des étudiants, qui agit démocratiquement et cherche à faire participer le plus grand nombre d'étudiants aux actions peut obtenir d'importants succès. Nous continuerons dans cette voie, en rompant avec certaines tendances qui refusaient les luttes et aboutissaient au rétrécissement de l'audience de l'A.G.E.L. »

« LE NOUVEAU CLARTE ».

— Il n'y a pas encore de campagne lancée au niveau national. Qu'allez-vous faire ?

**BERNARD DELMAS.** — « Il est certain que notre rentrée

syndicale serait plus forte si elle était soutenue par une campagne nationale. Nous espérons qu'une telle campagne, qui s'appuiera sur les revendications des masses étudiantes, sera décidée. Mais nous n'avons pas attendu et nous n'attendrons pas pour défendre, dès maintenant, quelles que soient les décisions ultérieu-

## VENT

res, les intérêts des étudiants. »

« LE NOUVEAU CLARTE ».

— Y a-t-il un travail commun de l'A.G.E.L. et des autres forces démocratiques ?

**BERNARD DELMAS.** —

« Certains avancent quelquefois la théorie de l'isolement ou de l'autonomie de l'Université par rapport à la société française. En fait, c'est surtout le moyen de ne pas agir et de refuser l'action, notamment avec les autres forces démocratiques. La démarche du bureau de l'A.G.E.L. est l'inverse de celle-ci. Nous refusons de plaquer sur le milieu étudiant des analyses globales qui aboutissent à un amoindrissement du rôle syndical et nous pensons aussi qu'il est nécessaire que les syndicats et les forces démocratiques coordonnent leurs actions. Ainsi, lorsque nous combattons les projets Ai-

grain, cela est inséparable des luttes des syndicats ouvriers et des partis démocratiques, contre les atteintes au niveau de vie, à la Sécurité Sociale, etc. »

« LE NOUVEAU CLARTE ».

— Il semble exister une offensive assez généralisée contre Lille. L'année dernière, lors du changement de bureau, « Le Monde » soutenait que vous étiez des « majos ». Il y a quelques jours, la même presse accordait un grand intérêt aux déclarations du président de

## DU

la corpo de Médecine qui, revenant d'une réunion des AG- « Majos », déclarait : « Nous allons reprendre bientôt Lille, Strasbourg et Saint-Etienne ».

**BERNARD DELMAS.** — « Il y a en fait deux questions. Pour répondre à la première, il est certain que dans les milieux gouvernementaux et autres, on fera tout pour jeter la confusion dans l'esprit des étudiants. On est justement inquiet car nous représentons un courant qui veut faire de l'U.N.E.F. un syndicat de masse, démocratique... et efficace. On nous a d'abord accusés d'être « majos ». Ensuite, d'être « communistes » sous prétexte que certains dirigeants du bureau sont membres de

l'U.E.C. C'est une vieille méthode d'agiter l'épouvantail communiste — on l'a vu lors du dernier congrès à Lyon. Il y a aussi des militants catholiques et le bureau de l'A.G.E.L. n'appartient pas à telle ou telle chapelle, telle ou telle secte, mais à tous les étudiants. Quant à la deuxième question, les majos de Lille peuvent toujours prendre leurs désirs pour des réalités ! De même la presse qui reprend à grand fracas leurs déclarations. Mais la vérité, c'est qu'ils ne peuvent prétendre à la représentabilité des étudiants lillois. » Rentré à Paris, j'ai retrouvé le Quartier latin. En Médecine et en Sciences, le problème des inscriptions en C.P.E.M. De même à Orsay. A Nanterre,

## NORD

on interdit les T.P. aux redoublants. A l'Assemblée nationale, on vote le budget de l'Education nationale. Il est donc nécessaire et urgent que de telles luttes se développent dans toutes les facultés et universités y compris au plan national.

(1) La baisse du quotient familial de 5.000 à 4.800 francs rend plus difficile l'obtention des bourses.  
(2) Notamment par la grande manifestation du 11 mai, avec les autres syndicats, contre le projet Aigrain.